



**DIRECTION DES AFFAIRES IMMOBILIERES ET DU PATRIMOINE
DEPARTEMENT MAITRISE D'OUVRAGE**

**OPÉRATION D'EMMÉNAGEMENT AU 15 QUAI ANATOLE
FRANCE PARIS 75007 :**

**MISSION DE DIAGNOSTIC INCENDIE
DE L'IMMEUBLE 15 QUAI ANATOLE FRANCE**

MARCHÉ 25M091

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES
PARTICULIÈRES
(C.C.T.P.)**

SOMMAIRE

1	OBJET DE LA MISSION	3
1.1	PRÉSENTATION DU SITE.....	3
1.2	ATTENDU	4
2	PRÉSENTATION DE LA MISSION	4
2.1	AUDIT SYSTEME DE SECURITE INCENDIE	4
2.2	AUDIT RÈGLES DE SECURITE INCENDIE	5
2.3	AUDIT RÈGLES D'ACCESSIBILITE	6
3	LIVRABLES	7
4	DÉLAIS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	7
5	CADRES RÉGLEMENTAIRES ET FONCTIONNELLES	8
6	ANNEXES.....	8

1 OBJET DE LA MISSION

La présente opération a pour objet l'aménagement et de mise à niveau technique du bâtiment situé au 15 quai Anatole France (QAF), Paris 75007, incluant les diagnostics préalables, les audits, l'accompagnement au changement et les travaux nécessaires à l'accueil des services dès 2028.

Le présent marché « **Mission de diagnostic incendie de l'immeuble 15 quai Anatole France** » a pour objet l'approfondissement des connaissances de l'Assemblée Nationale en matière de conformité aux règles de sécurité incendie, d'accessibilité et du système de sécurité incendie de l'immeuble situé au 15 Quai Anatole France, Paris VIIème arrondissement.

Les prestations relatives au présent marché notamment le déroulement de la mission, les livrables attendus ainsi que les délais d'exécution sont décrits au présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes.

1.1 PRÉSENTATION DU SITE

Il se compose de 2 bâtiments, construit respectivement en 1914 et en 1954 dont les derniers travaux d'envergure ont eu lieu en 1998.

L'ensemble est réparti comme suit :

- Trois niveaux de sous/sols (3^e sous/sol : parking, réserves et locaux techniques, 2^e sous/sol parking et archives, et 1^{er} sous/sol salles de conférences et zones techniques) ;
- Un rez-de-chaussée avec accueil, salles de réunion, cafétéria et poste central de sécurité (PCS) ;
- Sept étages de bureaux.

Il est à noter que le bâtiment intègre à ce jour une installation ICPE liée au secours électrique du bâtiment



La mission d'audit s'effectue dans le cadre d'un travail de programmation des travaux divisé en deux projets :

- L'installation de services administratifs dans les étages supérieurs des bâtiments avec un objectif de réalisation de travaux *a minima*, ces étages étant déjà occupés par des activités tertiaires ;
- L'installation d'un pôle de restauration collective à destination des travailleurs, avec une production et une distribution sur site envisagées en sous-sol 1 et éventuellement partiellement en rez-de-chaussée.

1.2 ATTENDU

A l'issue de la mission, les documents remis et prescriptions faites permettront à l'Assemblée nationale la réalisation du programme des travaux d'aménagement du site concernant l'installation des collaborateurs dans les espaces tertiaires de bureaux (bureaux individuels, partagés, salles de réunion, circulations horizontales et verticales, sanitaires, ...) vis-à-vis du projet d'installation d'un site de restauration collective. Cet audit articulera ces deux volets dans un objectif opérationnel et notamment avec pour mission de rendre possible l'aménagement des services administratifs sur le site y compris dans l'éventualité de travaux non encore achevés sur le volet restauration.

2 PRÉSENTATION DE LA MISSION

La mission comprendra les trois audits suivants :

- Un audit complet du système de sécurité incendie en place ;
- Un audit complet du bâtiment au regard des règles de sécurité incendie en vigueur ;
- Un audit complet du bâtiment au regard des règles d'accessibilité handicapés en vigueur.

Chaque audit détaillera une partie d'état des lieux et une partie de prescription.

2.1 AUDIT SYSTEME DE SECURITE INCENDIE

Afin de pouvoir confirmer d'un programme de travaux de mise en conformité du système de sécurité incendie existant, la maîtrise d'ouvrage a besoin de l'établissement du bilan global du SSI existant. Il traite à la fois la conformité réglementaire, la cohérence fonctionnelle du SSI et la situation documentaire vis-à-vis de la future maintenance. Il s'agit de confirmer, entre autres, la catégorie, le type d'alarme et les asservissements.

❖ **Partie état des lieux :**

- Vérifier la catégorie de l'établissement ERT au regard de l'usage actuel (effectif déclaré 517 personnes au registre de sécurité),
- Confirmer le cahier des charges fonctionnel du SSI (catégorie et constituants du SSI / définition des zones ZA, ZC et ZF et ZS) / dispositifs de commande et options de sécurité des DAS) suivant documents transmis et visite de site ;
- Vérifier le respect des règles d'installation ;
- Confirmer la catégorie du SSI ;

- Réaliser un état des lieux de l'organisation des différentes zones et leur corrélation, établir un carnet de plans, récapitulatif pour chaque niveau indiquant (ZD, ZF, ZC, ZA, avec en légende les arrêts techniques induits) ;
- Identifier et étudier le positionnement des matériels centraux et déportés ainsi que les modalités de l'exploitation de l'alarme (restreinte, générale, générale option de sécurité des DAS) ;
- Identifier et étudier les constituants du SSI en indiquant le mode de fonctionnement des DCT et les options de sécurité des DAS ;
- Identifier et étudier les principes et la nature des liaisons ;
- Identifier la présence d'une UAE (Unité d'aide à l'exploitation) et sa compatibilité avec le système de l'Assemblée nationale (PC Palais-bourbon) ;
- Effectuer par un organisme agréé si besoin un diagnostic afin de déterminer les valeurs de références concernant le désenfumage mécanique et effectuer les mesures de débits du désenfumage mécanique ;
- Vérifier la conformité des plans d'évacuation sur site avec les locaux et implantations des dispositifs (DCT, extincteurs mobiles, colonne sèche, bacs à sable, désenfumage naturel...), indiquer sur les plans de niveaux les ISS avec nombre d'UP et degrés CF actuels des locaux et portes (CF/PF), indiquer sur un carnet de plan dédié les positions des clapets et volets coupe-feu ;
- Vérifier le bon fonctionnement de l'ensemble en procédant à de l'ensemble des essais permettant de vérifier le bon fonctionnement de l'installation.

❖ **Partie prescription :**

- Hiérarchiser les non-conformités existantes relevées suivant le danger induit et préciser si travaux à faire avant emménagement ou pouvant être fait après emménagement ;
- Indiquer les évolutions réglementaires à prendre en compte
- Proposer un programme de travaux associés ;
- Établir un budget prévisionnel des travaux à engager pour la remise aux normes ;
- Vérifier la conformité et procéder à des préconisations concernant l'actualisation des contrats de maintenance, des plans de maintenance préventive et des enregistrements d'interventions (levée de réserves, remplacement de matériels, modifications ponctuelles du SSI).

2.2 AUDIT RÈGLES DE SECURITE INCENDIE

Afin de pouvoir confirmer d'un programme de travaux de mise en conformité, ainsi que d'éventuels modifications de l'état existant, la maîtrise d'ouvrage a besoin de connaître précisément l'état actuel de l'ensemble immobilier vis à vis des réglementations en vigueur.

❖ **Partie état des lieux :**

- Confirmer le nombre de dégagements / UP ;
- Confirmer les effectifs admissibles par niveaux ;
- Confirmer le compartimentage ;

- Répertorier tous les locaux à risques dans le cadre de l'existant et confirmer le respect d'obligation de mise en sécurité en fonction de l'importance du risque qu'ils représentent ;
- Vérifier la présence de tous les équipements techniques nécessaires pour assurer le niveau de sécurité ad hoc (désenfumage, colonnes sèches, sprinkler, détection incendie, alarmes, clapets coupe-feu, niveau d'éclairage, etc...) en fonction des surfaces, des zones et des typologies de locaux ;
- Vérifier l'isolement vis-à-vis des tiers et l'accessibilité par rapport aux secours ;

❖ **Partie prescription :**

- Hiérarchiser les incohérences fonctionnelles du SSI et les non-conformités existantes relevées suivant le danger induit et préciser si les travaux sont à faire avant emménagement ou peuvent être fait après emménagement des services administratifs ;
- Assister la DAIP dans l'élaboration du programme de travaux 2027 et des évolutions possibles en termes d'aménagement des plateaux en superstructure (décloisonnement des bureaux et aménagement d'open-spaces, cloisonnements vitrés, etc.) ;
- Assister la DAIP dans l'élaboration du programme de travaux d'aménagement d'un espace de restauration significatif de type grande cuisine (situé à ce stade aux niveaux rdc et 1^{er} sous-sol) ;
- Établir un budget prévisionnel des travaux à engager pour la remise aux normes ;
- Assister l'Assemblée nationale dans la présentation du programme de travaux aux représentants de la Préfecture de Police de Paris (architectes de sécurité, bureau prévention de la BSPP, laboratoire central de la Préfecture de Police) en vue de l'obtention des autorisations nécessaires.
- Rédiger la notice de sécurité permettant de lancer les études de maîtrise d'œuvre.

2.3 AUDIT RÈGLES D'ACCESSIBILITE

Afin de pouvoir confirmer d'un programme de travaux de mise en conformité, la maîtrise d'ouvrage a besoin de connaître précisément l'état actuel de l'ensemble immobilier vis à vis des réglementations en vigueur.

❖ **Partie état des lieux :**

- Cheminements extérieurs ;
- Accès à l'ensemble immobilier ;
- Stationnement ;
- Accueil ;
- Circulation intérieurs horizontales et verticales ;
- Revêtements sols/ murs / plafonds ;
- Portes, sas ;
- Sanitaires ;
- Éclairages ;
- Signalétiques ;

❖ **Partie prescription :**

- Lister les non conformités existantes relevées ;
- Proposer un programme de travaux associés ;

- Établir un budget prévisionnel des travaux à engager pour la remise aux normes ;
- Rédiger la notice d'accessibilités permettant de lancer les études de maîtrise d'œuvre.
- Rédiger un cahier de prescription au regard des besoins d'accessibilité spécifiques au déploiement du programme de restauration (accès, largeurs de passage, mise à l'abri, espaces de manœuvre, contrastes, etc.)

3 LIVRABLES

Pour chacun des audits précités, il conviendra de remettre un rapport complet établissant le bilan global de l'état existant de l'ensemble immobilier.

Ces rapports comprendront :

1. Un état des lieux de l'état existant ;
2. Une liste précise des non conformités constatées ;
3. L'établissement d'un programme des travaux à engager pour lever les non conformités ;
4. Une estimation des travaux à engager pour lever les non conformités ;
5. La réalisation d'une notice de sécurité incendie, compris l'étude des effectifs;
6. La réalisation d'une notice d'accessibilités ;
7. Une notice descriptive sur le SSI existant.

Une réunion de présentation est organisée pour chacun des livrables dus au titre du présent marché lors de leur remise à l'Assemblée nationale. Le titulaire s'engage à être présent aux réunions auxquelles il sera convoqué.

A la remise des documents par le titulaire du marché, l'Assemblée nationale en restera seule propriétaire et pourra les utiliser et les diffuser pour ses besoins, notamment dans le cadre des études et travaux ultérieurs.

4 DÉLAIS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Les prestations décrites à l'article 2 du présent CCTP seront exécutées selon des délais d'exécution dont le point de départ est la notification du marché, prévue au mois de mars 2026, et qui sera suivie par une réunion de lancement de la mission, organisée dans la semaine suivant la notification du marché.

. Le délai d'exécution des prestations (remise des livrables) est fixé à deux (2) mois à compter de la notification. La durée du marché, au sens du CCAP, est de trois (3) mois, afin d'intégrer les phases d'échanges, d'admission et d'éventuelles corrections des livrables.

Ce délai comprend notamment :

- Visite de site à programmer la semaine suivant la notification ;
- Étude approfondie des documents en annexe du présent CCTP ;
- Remises des rapports d'audit ;
- Réunions de présentations des rapports et programme de travaux associés.

Le calendrier des livrables est le suivant :

CALENDRIER DES LIVRABLES												
				AVRIL				MAI			JUN	
Livrables				S10	S11	S12	S13	S14	S15	S16	S17	S18
1	État des lieux de l'état existant											
2	Liste précise des non conformités constatées ;											
3	Établissement d'un programme des travaux à engager pour lever les non conformités											
4	Estimation des travaux à engager pour lever les non conformités											
5	Réalisation d'une notice de sécurité incendie											
6	Réalisation d'une notice d'accessibilités											
7	Notice descriptive sur le SSI existant.											

Deux rapports seront réalisés durant la mission. Le premier intégrera les livrables 1 et 2. Le rapport définitif remis en fin de mission devra intégrer les livrables 3 à 7.

La mission intégrera *a minima* 6,5 jours en termes de réunion/visite.

5 CADRES RÉGLEMENTAIRES ET FONCTIONNELLES

L'ensemble immobilier dit 15QAF, sis 15, quai Anatole France 75007 Paris, a été classé en Établissement Recevant des Travailleurs (ERT) tel que défini par le code du travail, Livre Ier, Titre II, Chapitre II, Section 1, article R122-2.

La réglementation à prendre en compte comprend notamment :

- Le code de la construction et de l'habitation,
- Le code de l'urbanisme,
- Le PLU de la ville de Paris et en particulier le PSMV du VII^e arrondissement,
- Le PPRI de la ville de Paris,
- Le code de l'environnement,
- Le code du travail, et notamment les articles R.4224-17 et R4227-28 à 41,
- Les règles et normes applicables aux parcs de stationnement,
- Les règles de l'APSAD (Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances dommages)
- La réglementation portant sur l'accueil et la circulation des personnes handicapées.

Toutes les obligations législatives, réglementaires et contractuelles qui découlent de l'application des documents précités devront être prises en compte dans le budget de l'opération. Le titulaire devra prendre en considération les avis des services compétents que le maître d'ouvrage lui aura communiqués.

6 ANNEXES

- **Annexe 6.1** : Plans de l'existant en date du 05/11/2024.
- **Annexe 6.2** : Plans d'installation des directions (janvier 2026).
- **Annexe 6.3** : Dernières autorisations administratives :
 - Note sur l'accessibilité du PCM1 en date 02 Mai 1996.
 - Notice de sécurité du PCM2 en date de 11 décembre 1998.

- **Annexe 6.4** : DOE SSI des travaux de 2016 : remplacement du système de sécurité incendie et désenfumage naturel des compartiments.
- **Annexe 6.5** : Rapport sur les installations ICPE.
- **Annexe 6.6** : Rapport périodique mars 2024 :
 - Rapport de vérification en exploitations des moyens de secours concourant à la sécurité incendie _ limitée au SS1.
 - Rapport de vérification en exploitations des moyens de secours concourant à la sécurité incendie _ limité au moyen de secours hors SSI.
- **Annexe 6.7** : Rapport de maintenance des équipements protection incendie juin 2024 :
 - Colonnes sèches.
 - Désenfumage naturel.
 - Listing extincteurs.
